

De Catherine GALSOMIAS à Jacques POULIQUEN

2013.06.08

Le 9 janvier 2012, lors des obsèques de Catherine POULIQUEN, née GALSOMIAS, que chacun appelait « Cathy », j'ai eu l'occasion de rappeler brièvement, à la demande du maire de Prats-de-Mollo, le rôle dans la Résistance de celle qui fut ma belle-mère.

Après mon intervention, lorsque le maire prit à son tour la parole pour rappeler les mérites de la famille GALSOMIAS en général et de Catherine en particulier, il évoqua l'attitude du mari de « Cathy » pendant la guerre. « Jacques POULIQUEN a peut-être été lui-même résistant » déclara-t-il prudemment, reprenant ainsi à son compte la suspicion que certains villageois et la famille GALSOMIAS elle-même ont entretenue depuis la fin de la guerre.

En 2000, à la demande de Marie-Louise POULIQUEN, la fille aînée de « Cathy », j'ai entamé avec l'aide de François DI MARCO, doctorant en histoire, des recherches sur la résistance dans le Haut-Vallespir. C'est ainsi que j'ai pu prendre conscience de la diversité et de la complexité de l'engagement résistant à la frontière espagnole.

Catherine GALSOMIAS, sa sœur Josette et son père François se sont mis officiellement au service de deux réseaux de résistance quinze mois après la signature de l'armistice. En raison de la situation géographique exceptionnelle, les propriétaires de l'hôtel des Touristes, en sus de leurs activités d'agents de liaison, ont été amenés à venir en aide, presque contraints et forcés, à tous ceux qui voulaient passer en Espagne, qu'ils fussent volontaires pour rejoindre les Forces Françaises Libres ou menacés par les lois antisémites.

Arrêtés par la Gestapo, agents reconnus de deux réseaux de Résistance distingués à la Libération, honorés et décorés personnellement à la fin de la guerre, les filles GALSOMIAS et leur père n'ont jamais eu besoin de mettre en avant leurs heures de gloire, tant leur mérites et leur courage étaient évidents.

Comment se fait-il, s'il a été résistant, que Jacques POULIQUEN, futur mari de « Cathy », très proche des GALSOMIAS dès son arrivée à Prats-de-Mollo, n'ait pas bénéficié des mêmes honneurs que les membres de sa future belle-famille ?

La réponse est simplissime : parce qu'il n'était pas résistant, ou plus exactement parce qu'il ne travaillait pas pour un **réseau de résistance**¹. Était-il pour autant contre la résistance ? Bien évidemment non puisque, parfaitement au courant des activités de la famille GALSOMIAS, non seulement il ne les a pas dénoncés, mais il leur a plusieurs fois apporté son aide et les a avertis des dangers qu'ils couraient, chaque fois qu'il le put.

Comment se fait-il, s'il a aidé la résistance, qu'il ait été accusé d'être vichyssois ? La réponse est là encore simplissime : parce qu'il avait été envoyé à Prats-de-Mollo par le gouvernement de Vichy.

La version officielle retenue par la famille GALSOMIAS est que Jacques POULIQUEN, officier de réserve démobilisé à Vichy, a été envoyé à Prats-de-Mollo en tant qu'ingénieur des Eaux et Forêts pour participer au reboisement du Haut-Vallespir, particulièrement sinistré lors de l'« aigat » du 10 octobre 1940. Le déboisement de la vallée étant fortement incriminé, les raisons de l'arrivée de Jacques POULIQUEN à Prats-de-Mollo ne furent jamais contestées.

Grâce à une lettre de félicitation retrouvée dans les papiers de famille, adressée par le ministère de la Marine pour assistance apportée à leurs services de renseignement, et grâce au témoignage de « Cathy » POULIQUEN (ci-après), on peut reconstituer le parcours de Jacques POULIQUEN.

Il est aujourd'hui avéré que les travaux ruraux (TR), auxquels Jacques POULIQUEN fut affecté, était une structure créée par **Paul PAILLOLE**ⁱⁱ, pour servir de couverture aux agents du service de contre-espionnage. Ce service reconstitué dès la signature de l'armistice, avec l'aval du maréchal PÉTAIN, avait une position congénitalement ambiguë (voir note 2).

Contrairement à ce que donne à penser une histoire simplifiée et réductive, l'Occupation ne s'est pas résumée au combat des « bons », les résistants, contre les « méchants », les collaborateurs.

Il est aujourd'hui très difficile de comprendre l'extrême complexité de l'engagement politique avant et pendant la seconde guerre mondiale.

Récemment (20 mai 2013), un journaliste de la chaîne parlementaire LCP, qui animait un débat auquel participaient Daniel CORDIER, ancien secrétaire de Jean MOULIN, et Jean-Marc AYRAULT, demanda naïvement au Premier ministre s'il se serait engagé du côté de Londres ou du côté de Vichy durant l'Occupation. L'ancien maire de Nantes, ville faite Compagnon de la Libération, déclara que, étant donné ses engagements actuels, il aurait très probablement rejoint le combat du général De GAULLE, comme Daniel CORDIER.

Ne faisons pas de procès d'intention. Rien ne permet de douter du courage et de la clairvoyance que le Premier ministre en exercice aurait eu s'il avait dû choisir son camp sous l'Occupation. Rien ne permet de douter que, comme la plupart des socialistes, il aurait fini par soutenir la Résistance.

Mais soutenir la Résistance, la veille ou le jour de la Libération, ce n'est pas exactement la même chose que de s'engager à combattre les « Boches » dès le 17 juin 1940, comme Daniel CORDIER.

Exciper de ses convictions socialistes d'aujourd'hui pour prétendre n'avoir aucun doute sur l'engagement qu'on n'aurait pas manqué d'avoir eu si l'on avait été confronté au choix qu'ont eu à faire nos ancêtres, c'est très présomptueux et c'est douteux, au regard de l'attitude qu'ont effectivement observée l'énorme majorité des socialistes ce fameux 17 juin 1940.

De tout temps, l'**uchronie**ⁱⁱⁱ permet aux vainqueurs de réécrire l'Histoire en gommant les pages les moins glorieuses de leur passé. Les socialistes n'ont pas manqué d'en user et d'en abuser, avec l'aide de tous ceux qui avaient intérêt à faire oublier leurs engagements tardifs dans la Résistance, voire, tels les communistes, leur soutien affiché au pacte germano-soviétique.

Le livre de Daniel CORDIER, *alias Caracala*, est éclairant à cet égard. Les Français qui ont rejoint le général DE GAULLE dès 1940 étaient très jeunes et surtout très peu nombreux ; parmi ce petit nombre, pas ou peu de socialistes militants. Paradoxalement, parmi les premiers à avoir rejoint les Forces françaises libres beaucoup venaient de l'extrême-droite, persuadés que le chef de l'Action française, Charles MAURRAS, ne tarderait pas à les rejoindre à Londres.

Ce sont les parlementaires, sénateurs et députés élus en 1936 (Chambre du Front populaire) qui, réunis en **congrès**^{iv} à Vichy le 10 juillet 1940, ont donné les pleins pouvoirs au maréchal PÉTAIN. Seuls quatre-vingts votants ont voté contre. Si les 27 élus absents pour cause de **Massilia**^v et les 72 élus communistes, interdits de vote à la suite de l'interdiction du **Parti communiste**^{vi}, avaient pu voter, le résultat n'aurait pas été différent, tant la **demande d'armistice**^{vii} et l'arrivée d'un sauveur étaient demandées par l'immense majorité des Français, tétanisés par l'exode et la dramatique débâcle de l'armée française.

Il fallait avoir la liberté, la générosité et l'inconscience de la jeunesse pour s'engager dès juin 1940 derrière un général de brigade, inconnu alors de la plupart des Français.

La déréliction du peuple français était telle que seules les âmes les plus fortes travaillèrent dès les premiers jours de l'Occupation à une impensable libération.

Ses humbles héros du quotidien étaient le plus souvent très isolés et surtout, pour la plupart, totalement impréparés aux tâches qu'ils s'assignaient. L'heure était aux initiatives individuelles ou à l'action de tout petits groupes. Ces résistants de la première heure avaient en commun leur volonté farouche de chasser les « Boches » et pas encore le sentiment d'appartenir à LA résistance dirigée de Londres.

Plus difficile encore à comprendre aujourd'hui, le gouvernement de Vichy abrita certes en son sein des collaborationnistes inconditionnels et de nombreux attentistes, mais il permit aussi à des fonctionnaires et à des militaires de préparer dans l'ombre la revanche. C'était notamment le cas du commandant Paul PAILLOLE et de tous ceux qui sont appelés aujourd'hui : les « résistants de Vichy ».

Les « **résistants de Vichy** ^{viii} » œuvraient pour la défaite de l'Allemagne, mais refusaient de faire allégeance à la France Libre, encore moins à la Grande-Bretagne considérée, surtout après Mers-el-Kébir, comme l'éternelle *perfide Albion*.

L'histoire de Catherine GALSOMIAS et Jacques POULIQUEN sous l'Occupation regroupe dans un même village, et plus tard dans un même couple, les deux facettes de la résistance à l'Allemagne.

Le tableau chronologique en fin de texte permet de mieux comprendre la situation vécue :

Le 1er octobre 1941, engagement formel de Catherine GALSOMIAS dans les Forces françaises combattantes (réseau « **Jean de Vienne** ^{ix} », rattaché au réseau « **Alibi** ^x » lié à Londres).

Le 23 mai 1943, arrestation et déportation du colonel FÉTY ^{xi}, commandant de **GMR** ^{xii}, qui appartenait à un réseau Jean de Vienne, créé à Calais par Marcel FÉTY dès juillet 1940.

Le 27 juillet 1943, arrestation à l'hôtel des Touristes de la famille GALSOMIAS par la Gestapo.

Ce même jour, première rencontre à l'hôtel, de Catherine GALSOMIAS et de Jacques POULIQUEN, qui venait d'arriver à Prats-de-Mollo.

Le 4 septembre 1943, retour de Catherine GALSOMIAS à l'hôtel des Touristes. Reprise de ses activités de résistance.

Qu'en est-il des activités de Jacques POULIQUEN à Prats-de-Mollo ?

À en croire la version officielle, Jacques POULIQUEN est un simple et gentil fonctionnaire des Eaux et forêts, prêt à rendre service à l'occasion. Il n'appartient pas à un réseau de résistance, mais participe aimablement à de nombreuses missions dévolues d'ordinaire aux résistants.

Pourquoi ?

Par amour pour sa future femme sûrement, mais certainement pas seulement.

Rappelons que Jacques POULIQUEN a été affecté à la frontière espagnole à Prats-de-Mollo dans le cadre des TR qui, comme nous l'avons indiqué, ont servi de couverture aux agents de renseignement du Commandant PAILLOLE.

L'affectation de Jacques POULIQUEN ne fut absolument pas le fruit du hasard ; elle fut fléchée par les services du commandant PAILLOLE.

Prats-de-Mollo est à la frontière espagnole et proche du Canigou. Cette proximité était militairement très importante en raison des conditions de la navigation aérienne à l'époque. Le général de LATTRE DE TASSIGNY avait lui aussi noté l'importance de Prats-de-Mollo dans son plan de **soulèvement** ^{xiii} qui avorta en novembre 1942.

Quel rapport entre la navigation aérienne et les compétences « Eaux et forêts » de Jacques POULIQUEN ?

A priori, bien sûr aucun, mais tout s'éclaire si on lit attentivement le témoignage de « Cathy ».

Jacques POULIQUEN n'a pas été affecté seul à Prats-de-Mollo, il est arrivé avec, ou a rejoint, un « officier » spécialiste de la navigation aérienne, qui deviendra directeur de l'aéroport de Meknès (Maroc).

Pourquoi les mérites et l'engagement de Jacques POULIQUEN n'ont-ils pas été connus et reconnus ?

Pour comprendre, il faut se reporter au climat qui régna en France à la Libération.

Seuls les arrivistes forcenés et les collaborateurs repentis, souvent résistants de la vingt-cinquième heure, tinrent à faire reconnaître à grand fracas et rapidement leur engagement dans la Résistance, qu'il fût réel ou inventé de toutes pièces, grâce à la complaisance d'un détenteur de tampon.

« Cathy » reçut le 11 novembre 1946 la reconnaissance formelle de son appartenance aux Forces françaises combattantes depuis octobre 1941 sans avoir sollicité aucune attestation. Elle avait alors d'autres **préoccupations**^{xiv} que de faire reconnaître des mérites personnels unanimement reconnus.

Jacques POULIQUEN reçut le 15 août 1945 les félicitations du ministre de la Marine, JACQUINOT. Pourquoi n'en a-t-il pratiquement jamais fait état, au point que les membres de sa famille les plus proches semblaient l'ignorer ?

Jacques POULIQUEN avait bien sûr les mêmes préoccupations que sa femme. Bien que décrit comme fantasque et original par tous ceux qui l'ont connu, il avait assez de lucidité pour comprendre qu'il serait difficile et très long, à la sortie de la guerre, de justifier la forme et la complexité de son engagement.

Les rescapés des camps de concentrations n'ont pu parler et être entendus que vingt ans après leur retour en France, alors qu'ils étaient des victimes appartenant au camp des vainqueurs. Il n'est donc pas étonnant que Jacques POULIQUEN, officiellement fonctionnaire d'un régime vaincu, n'ait pas eu l'occasion de faire connaître SA vérité avant de mourir en 1953.

Originaire de Landivisiau, officier de réserve, esprit brillant, Jacques POULIQUEN, Breton du Finistère, ne pouvait laisser indifférent le commandant PAILLOLE, né à Rennes.

C'est vraisemblablement lors de sa **démobilisation**^{xv} à Vichy que Jacques POULIQUEN a été approché par les services de renseignement de l'**Armée d'armistice**^{xvi}.

Lorsque Jacques POULIQUEN arriva à Prats-de-Mollo en juillet 1943, le commandant PAILLOLE n'était plus à Vichy. Dès l'occupation de la zone libre par les Allemands, il rejoignit Londres en passant par l'Espagne, puis en janvier 1943 Alger. C'est de là qu'il continua à diriger les TR qu'il avait mis en place patiemment avant novembre 1942.

On peut donc dire que le fonctionnaire de Vichy, Jacques POULIQUEN, agit pour les services spéciaux de l'armée d'Afrique, alors sous les ordres du général Henri GIRAUD, lui-même ayant reconnu la légitimité du gouvernement provisoire d'Alger, placé sous l'autorité du général DE GAULLE.

Pourquoi Jacques POULIQUEN ne l'a-t-il pas dit à l'époque à Cathy ?

Pour la raison simple qu'il avait reçu, lui, une vraie formation d'agent de renseignement avant d'être envoyé en mission à la frontière espagnole, et qu'il respectait le cloisonnement : règle d'ordre des services spéciaux, malheureusement pas assez appliquée par de nombreux réseaux de résistance.

Donc, lorsque Cathy GALSOMIAS et Jacques POULIQUEN se sont connus, il agissaient sous la même autorité politique pour la libération de la France.

Guide chronologique du dossier

Date	Année	Événement	Commentaires
18-mai	1912	Naissance à Prats de Mollo de Catherine GALSOMIAS	
	1929	Ouverture de l'Hôtel des Touristes à l'entrée du village, idéalement construit au bord de ce qui fut l'unique voie d'accès au village jusqu'en 1970.	Voie ferrée (fermée en 1936) et ligne d'autocars depuis 1925 avec arrêt devant l'Hôtel.
03-sept	1939	Déclaration de la guerre	
10-mai	1940	Offensive allemande	
22-juin	1940	Armistice entre la France et l'Allemagne	
10-juil	1940	Le Maréchal Pétain devient officiellement le chef de l'État Français	Création de la Zone Libre incluant le département des Pyrénées Orientales.
17-oct	1940	l'"Aiguat" : inondations après un déluge de pluies.	1000 mm d'eau en 24 heures, destruction de routes et de maisons
01-oct	1941	Engagement de la famille GALSOMIAS dans les Forces Françaises Combattantes.	Réseau "Jean de Vienne" rattaché au réseau "Alibi"
29-juin	1942	Louis JACQUINOT, du réseau "Alliance" passe la frontière à Prats de Mollo	Il sera plusieurs fois ministre sous la IV ^{ème} République
26-août	1942	A Boussac, 1 ^{ère} rafle de Juifs étrangers réfugiés dans la Creuse par les gendarmes français.	Boussac situé alors en Zone Libre.
08-nov	1942	Débarquement américain en Afrique du Nord	
10-nov	1942	Passage en Espagne, avec l'aide d'un passeur, de Mr Jacques J. FUSY accompagné de trois camarade, après une nuit à l'Hôtel des Touristes	
11-nov	1942	Entrée des troupes allemandes en Zone Libre	
12-nov	1942	Arrivée des premiers soldats allemands à Prats de Mollo.	Installation dans le centre du bourg.
19-nov	1942	Passage en Espagne, avec l'aide d'un passeur, des lieutenants Maurice BARTHÉLÉMY et André RICATTE, après une nuit à l'Hôtel des Touristes	
08-févr	1943	Arrestation à l'Hôtel des Touristes, par les douaniers allemands, de Marcel GUIBERT de Châteauroux et de Victor RATELET de Buzançais.	

09-févr	1943	Arrestation à l'Hôtel des Touristes, de Georges JOLY de Châteauroux, de Maurice BONNEAU et de Pierre MARIEU de Villedieu.	
13-févr	1943	Passage tout seul en Espagne, de Mr Jean CAILLET, après une nuit à l'Hôtel des Touristes	
19-févr	1943	Arrestation par la Gestapo de Jean PAGÈS dit "casot" et Pedro PUIG, passeurs attirés de l'Hôtel des Touristes.	
23-mai	1943	Arrestation et déportation du Colonel FETY, commandant des GMR.	
10-juil	1943	Débarquement des alliés en Sicile	
27-juil	1943	Catherine GALSOMIAS rencontre Jacques POULIQUEN son futur mari.	
27-juil	1943	Arrestation à l'Hôtel des Touristes, par la Gestapo, de Catherine GALSOMIAS, de son père François et de sa sœur Josette.	En passant par Arles-sur-Tech, ils seront internés à la citadelle de Perpignan, respectivement, 31 jours, 20 jours, et 10 jours.
04-sept	1943	Retour de Catherine GALSOMIAS à l'Hôtel des Touristes et reprise des activités de résistance.	
septembre	1943	Réquisition de l'Hôtel des Touristes par l'armée allemande et emménagement des soldats-douaniers chargés de surveiller la frontière.	La famille GALSOMIAS est relogée par la mairie dans une maison située à 100 mètres de l'Hôtel. Les 2 filles doivent faire le ménage dans l'Hôtel occupé.
06-juin	1944	Débarquement des alliés en Normandie	
15-août	1944	Débarquement en Provence de la 1ère Armée Française.	
19-août	1944	Départ des Allemands de Prats de Mollo	
20-août	1944	Libération de Perpignan	
09-juin	1945	Mariage à Prats de Mollo de Catherine GALSOMIAS et de Jacques POULIQUEN	
17-nov	1945	Naissance de M-Louise POULIQUEN	
10-juin	1947	Naissance de Mathilde POULIQUEN	

REPUBLIQUE FRANCAISE

-000-

MINISTERE DE LA MARINE

ETAT-MAJOR GENERAL

PARIS, le 15 Août 1945.

N° 680 E.M.G.O/REC.

LE MINISTRE DE LA MARINE

Adresse

ses FELICITATIONS à

- POULIQUEN, Jacques, Ingénieur auxiliaire des Eaux & Forêts -
PRATS de MOLLO (Pyrénées Orientales).

Pour avoir participé à des liaisons dangereuses avec
l'Espagne pour un service de résistance de la Marine.

Signé : JACQUINOT



Page 3/30

Jacques POULIQUEN, votre futur mari, il faisait parti de votre organisation ?

Non, mais enfin il nous suivait.

Bon gré mal gré ?

Non, oh non il n'était pas obligé hein.

Mais comment ça il vous suivait ?

Il suivait le mouvement quoi. Il aidait s'il fallait avec cet officier, celui qui est devenu directeur de terrain d'aviation au Maroc ...

Mais Jacques votre mari, il faisait passer des gens en Espagne ?

Il s'en occupait aussi oui, si s'était nécessaire.

Il faisait le même travail que Pedro et Jean ? (arrêtés le 19 février 1943)

Non, non il les accompagnait un peu, il leur indiquait le chemin, il leur donnait la marche à suivre parce qu'il connaissait bien la montagne.

Page 13/30

Votre mari Jacques, ingénieur aux Eaux et Forêts, ne faisait pas parti de votre réseau mais il vous donnait un coup de main ?

Oui, à l'occasion et il accompagnait souvent un collègue qui transportait des microfilms

Il est arrivé à quelle époque ?

Il est venu en pension ici, et c'est là que je l'ai connu le jour même où l'on m'a arrêtée.

Page 14/30

Il est arrivé le jour de votre arrestation, en juillet 43 ?

En 43 oui.

Vous l'avez revu après août 43 ?

Oui, il est resté ici en pension à l'Hôtel. Après (la réquisition) il a du louer un appartement dans le bourg avec son collègue spécialiste d'aviation.

Page 15/43

Donc votre mari vous l'avez revu à l'hôtel ?

Oui, oui, un certain temps.

Notes

ⁱ **Réseau de résistance** : sont considérés traditionnellement comme réseaux de résistance les seuls groupes ayant fini par rejoindre le Comité National de la Résistance (CNR) créé par Jean MOULIN en 1943.

ⁱⁱ **Paul PAILLOLE** : né le 18 novembre 1905 à Rennes, mort en 2002 à Paris, fut officier des services de renseignements français.

Ancien Saint-Cyrien, PAILLOLE rejoint en 1935 l'administration centrale de la guerre, où il sert dans les Services spéciaux et obtient le grade de capitaine le 25 juin 1936. Le 3 octobre, il est versé au 5^e bureau de l'état-major de l'armée.

Le 21 juillet 1940, PAILLOLE est mis administrativement en congé suite à l'armistice. Toutefois, le 24 juin 1940, près d'Agen, dans la cour du Séminaire de Bon-Encontre, le colonel RIVET, le capitaine PAILLOLE et les cadres du contre-espionnage font serment de poursuivre dans la clandestinité la lutte contre les services spéciaux ennemis. Ils bénéficieront de l'appui du général WEYGAND pour réaliser les structures adaptées à cette lutte :

- les Travaux Ruraux (avec l'appui du Génie rural), couverture du contre-espionnage clandestin offensif, sous la direction de PAILLOLE, alias M. PERRIER;
- le Bureau des menées antinationales, admis par la convention d'armistice, censé assurer la protection de l'armée : dans chaque région militaire de zone libre, le bureau officiel MA camoufle deux postes clandestins, le poste SR et le poste TR;
- le SR Guerre, dirigé par le lieutenant-colonel PERRUCHE, s'installe à Royat;
- le SR Air clandestin sous les ordres du colonel Georges RONIN.

PAILLOLE anime, de l'automne 1940 à août 1942, depuis Marseille, une lutte contre les services ennemis et les "agents de l'étranger". En zone Nord, les services de PAILLOLE font du renseignement contre l'occupant, ce qui les amène à coopérer avec certains groupes de résistants. En zone Sud, ces mêmes services traquent les espions de l'Axe, mais aussi les "dissidents" présentés comme agents "anglais" ou "gaullistes". Après la guerre, PAILLOLE cite ses embryons de réseaux militaires en zone occupée comme précurseurs de la Résistance et affirme avoir protégé la naissance de certains mouvements : il n'aurait fait arrêter en zone Sud que des agents grillés. Il aurait également couvert la fuite de résistants (tel Roger WYBOT, dont l'évasion aurait été permise par Robert BLÉMANT sous l'autorité de PAILLOLE) ou d'hommes de l'Intelligence Service.

Depuis Saint-Cyr, PAILLOLE est un ami d'Henri FRENAY. En zone libre, Maurice CHEVANCE assure une liaison théorique entre les TR et le Mouvement de libération nationale.

L'exploitation d'archives du contre-espionnage français saisies par les Allemands en 1943, capturées par les Soviétiques en 1945 et rendues à la France en 1994 (le "Fonds de Moscou" du SHD) prouve que, si ses services ont effectivement opéré une action antiallemande et anticollaborationniste en zone occupée, ils ont également mené une traque anticommuniste et antigauilliste active en zone libre. À partir des documents récupérés, on a pu établir que, sur 800 condamnations prononcées à la suite d'une information des BMA, entre janvier 1941 et juin 1942, 224 personnes ont été arrêtées pour espionnage comme agents (le plus souvent français) de l'Allemagne, 443 pour communisme et 173 pour gaullisme.

Le 25 décembre 1941, PAILLOLE est promu chef d'escadron (commandant).

En août 1942, après la dissolution du BMA sous la pression des autorités allemandes, PAILLOLE prend la tête du service de sécurité militaire (SSM), créé par le colonel RIVET.

En novembre 1942, les Allemands envahissent la zone libre. PAILLOLE, **recherché par les Allemands**, s'évade par l'Espagne, rejoint Londres, où il rencontre le colonel PASSY, chef du BCRA, puis Alger en janvier 1943. PAILLOLE exerce ensuite des responsabilités au sein des services spéciaux du Général Henri GIRAUD.

PAILLOLE organise alors, entre l'Afrique du Nord et Ramatuelle (Var), des transports d'agents et de matériel à bord de sous-marins.

Selon la biographie de l'Association des Anciens des Services Spéciaux de la Défense Nationale : « Nommé Directeur de la Sécurité Militaire, PAILLOLE va essentiellement, depuis Alger, tout en **conservant la haute main sur les TR**, adapter les structures de son service, en liaison avec les Alliés, aux opérations menées par les Forces françaises et alliées, jusqu'à la libération de la France : campagnes de Tunisie, d'Italie et de Corse, participation aux opérations d'intoxication (Force A, Fortitude, etc.) préalables au débarquement, préparation du service de sécurité qui sera adapté aux grandes unités et assurera la sécurité dans les territoires libérés (lutte contre les services allemands et leurs agents), contribuant ainsi à éviter l'AMGOT. »

Selon Jean KESSLER, PAILLOLE aurait été le premier officier français associé, sous le sceau du secret, à la préparation du débarquement de Normandie.

Rentré en France, PAILLOLE quitte le service actif en novembre 1944 avec le rang de lieutenant-colonel.

En 1953, PAILLOLE fonde, avec ses compagnons, l'Amicale des Anciens des Services Spéciaux de la Défense Nationale (AASSDN). Le 30 septembre 1955, il est promu au grade de colonel.

PAILLOLE occupe alors d'importantes fonctions dans l'industrie et assure plusieurs mandats de maire de sa commune, La Queue-les-Yvelines.

En 1975, les mémoires de PAILLOLE, *Services spéciaux 1935-1945*, reçoivent le grand prix Vérité. Certains résistants victimes de la répression des BMA, tel Toussaint RAFFINI, ont protesté contre le manque de rigueur de cette présentation hagiographique des services spéciaux de Vichy.

Les archives de l'AASSDN peuvent être consultées au Service Historique de la Défense (Fort de Vincennes), de même que les archives du contre-espionnage français saisies par les Allemands et restituées par la Russie, le "Fonds de Moscou".

ⁱⁱⁱ **Uchronie** : erreur de jugement sur un fait historique qui provient d'une analyse faite à partir d'éléments connus postérieurement à l'événement et inconnus, ou impossible à connaître, des contemporains de l'événement.

^{iv} **Congrès de Vichy** : Le 10 juillet 1940, la loi constitutionnelle fut votée par 569 parlementaires. Seuls 80 votèrent contre, 20 s'abstinrent et 176 ne purent prendre part au vote, absents pour diverses raisons, notamment l'impossibilité de rejoindre à temps la salle du congrès.

^v **Massilia** : En 1940, le *Massilia* fut réquisitionné par le gouvernement Paul REYNAUD replié en juin 1940 à Bordeaux en raison de la déroute de l'Armée française, afin de permettre à des hommes politiques (dont 27 parlementaires) de quitter la France avec l'intention de constituer un nouveau gouvernement en exil qui abandonnerait à l'Allemagne les territoires de métropole afin de mieux reprendre l'offensive militaire à partir des départements d'Afrique du Nord.

^{vi} **Interdiction du Parti communiste français** : Le Parti communiste français fut dissous le 26 septembre 1939. La signature du pacte germano-soviétique par le Reich et l'Union soviétique le 23 août précédent, et le travail clandestin du PC contre la guerre, invitant les travailleurs français à fraterniser avec les travailleurs allemands, furent la cause de cette dissolution. Le secrétaire général du PC, Maurice THOREZ, mobilisé dans les Ardennes, déserta et se réfugia en Union soviétique où il demeura jusqu'en 1944.

^{vii} **Demande d'armistice** : Lors d'une soirée-débat organisée par la Corpo de la faculté de droit de Caen en 1963, Guy MOLLET, ancien président du Conseil de la quatrième République, ancien résistant, figure historique de la SFIO, déclara ses réserves sur la constitution de la cinquième République, notamment l'élection du président de la République au suffrage universel et la consultation répétée des Français par référendum. Il a jouta que, si Philippe PÉTAINE avait demandé à être légitimé comme chef de l'État par référendum et non par le congrès, il ne fait aucun doute qu'il aurait obtenu du peuple français un blanc-seing encore plus massif que celui que lui avait accordé le congrès.

^{viii} **Les vichysto-résistants** : De 1940 à nos jours : France Culture (septembre 2008) : « *M. MITTERRAND a un passé. Les révélations sur les attaches du président de la République avec Vichy ont fait, voilà une décennie, l'effet d'une bombe. Perplexes ou choqués, les Français se sont demandé comment on pouvait prétendre avoir été à la fois résistant et partisan de PÉTAINE. Le livre de Bénédicte VERGEZ-CHAIGNON est la première étude d'ensemble sur ce qui a constitué, pendant cinquante ans, un tabou. Grâce à de multiples archives ouvertes depuis peu, l'auteur dresse un panorama complet de cette résistance au profil très particulier puisqu'elle est née en 1940 autour du thème de la revanche militaire, et pas de la Résistance* ». De Vichy à la Résistance : les vichysto-résistants 1940-1944 : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=GMCC_242_0027

^{ix} **Le réseau Jean de Vienne** : émane d'un groupe de patriotes de Calais, animés dès le mois de juillet de l'an 1940 par Marcel FÉTY, commissaire aux Renseignements Généraux, Lionel DE PINHO et Marcel DELAGE, directeur du Printafix. Le groupe qui se met en place se fixe d'ailleurs une mission qui dépasse largement la seule récupération des militaires alliés. Il veut aussi collecter et transmettre à Londres des renseignements militaires, ce qu'il fit d'ailleurs par l'intermédiaire d'un radio-amateur, qui muni d'un matériel de fortune, émettait en clair dès la fin de l'an 1940.

Ce groupe, d'après les archives qui sont conservées, revendique d'ailleurs un nombre très important de membres, soixante-cinq, recrutés dans tous les milieux sociologiques de la ville de Calais, mais il est difficile de savoir si les résistants ainsi mentionnés, furent réellement en activité dès les premiers mois de l'Occupation. Il n'empêche que, comme à Saint-Omer, l'aide aux Britanniques, relativement nombreux, nécessitait un vaste concours de "peuple", tâche rendue très ardue par la forte présence allemande, en une zone opérationnelle, et par la vigilance des autorités d'Occupation, qui, dès juillet, multipliaient les menaces. Le groupe s'appropriera rapidement une reproduction du cachet officiel de la Kommandantur, ce qui lui servit à la fabrication de faux-papiers et Ausweiss.

Les premières évacuations de Britanniques eurent lieu en janvier 1941. Le passage des lignes de démarcations habituelles se compliquait encore d'une autre frontière, celle de la zone rouge à quinze kilomètres de Calais. Les candidats à l'évasion, munis de bicyclettes, la longeait pendant une cinquantaine de kilomètres, jusqu'au petit village de Parenty, où ils étaient reçus par l'abbé FOURDINIER, curé de ce lieu. C'était la première étape. Ensuite, ils gagnaient Abbeville, où Edmond Fortin, un négociant, rue du Moulin du Roi, les hébergeait et leur faisait franchir la ligne de la Somme. Ils prenaient alors le train pour Paris, puis Bourges. En cette ville, les bicyclettes étaient réexpédiées vers Calais, et un passeur aidait à franchir la ligne de démarcation. Vingt-sept soldats anglais utilisèrent cette filière, en 1941, pour gagner la zone non occupée.

Outre les Anglais, la filière fonctionnait pour des ressortissants français désireux de rejoindre les Forces Françaises Libres. C'est l'aventure que connaît Alfred BEAUGRAND, en mars 1941, qui partit avec Robert BUZZA et un Britannique, Rex KEMBER, hébergé depuis mai 1940 à Audinghem, puis à Calais, chez Mme Vve LEROY et chez M. BOUTOILLE. La ligne de démarcation fut franchie à la Guerche en Indre-et-Loire, car le passage de Bourges avait été coupé. À noter que l'Anglais fut arrêté par la police française en zone non occupée et que Robert BUZZA rejoignit Calais, car sa mission avait été de reconnaître la filière. Au total, sept jeunes Français auraient ainsi pu rejoindre les rangs des F.F.L.

Toutes les tentatives n'étaient pas couronnées de succès. Le 18 mars 1941, quatre jeunes Calaisiens, qui avaient emprunté la filière pour s'engager dans les F.F.L., furent arrêtés à Pont-Rémy, sur la ligne de la Somme. Jugés à Amiens par un tribunal militaire, ils furent condamnés à six mois de prison pour circulation sans laissez-passer. Ils furent libérés le 9 août, au fort de Romainville.

Le réseau Jean de Vienne ne put fonctionner, dans sa version calaisienne, que quelques mois. Depuis décembre 1940, les services allemands étaient aux aguets, multipliaient leurs investigations par le biais d'agents français. Soeur Edwige, une résistante engagée dans le groupe et qui soignait, dans l'hôpital où elle était employée, des soldats anglais, se souvient d'avoir reçu la visite, en décembre, d'une dame en noir, distinguée, qui faisait des recherches auprès des habitants de Calais pour savoir si des soldats étaient hébergés chez eux. Elle apprit avec stupeur que des membres de la Résistance avaient été arrêtés et conduits à Boulogne-sur-Mer. Ce fait est peut-être corroboré par l'arrestation de Mme Julienne DECKMUYN, de Marck-en-Calais, en janvier 1941.

Quoi qu'il en fût, le réseau fut décimé dans le courant du mois d'août 1941. Sur dénonciation, les Allemands arrêtaient, le 8, Gaston Marie et sa femme qui avaient hébergé deux soldats anglais et Maurice FOURRÉ, un inspecteur de police qui livrait des fausses cartes d'identité...Le 13, c'était le tour des promoteurs du réseau, Lionel DE PINHO et Marcel DELAGE.

^x **Le réseau Alibi** : (1940 à 1944) était un réseau de renseignement de la résistance intérieure française créé par Georges CHARAUDEAU.

Le réseau Alibi fut présent sur l'ensemble de la France de juillet 1940 à la Libération. Il compta quatre cent cinquante agents répartis dans une vingtaine de sous-réseaux et groupes. Alibi transmettait ses renseignements à l'Intelligence Service britannique (IS) via une quinzaine de postes émetteurs clandestins. Très efficace, Alibi ne compta que quinze morts en quatre ans d'existence (et vingt tués ou disparus pour le sous-réseau Maurice).

Georges CHARAUDEAU (1908-1990), démocrate-chrétien de droite, est en contact avec les services spéciaux français depuis 1936. Lors de l'invasion allemande de juin 1940, alors qu'il veut rejoindre l'Angleterre par l'Espagne, le chef des services secrets britanniques lui conseille plutôt de rester faire du renseignement. CHARAUDEAU monte donc, comme couverture de son réseau, une maison de couture à Madrid. Le réseau Alibi naît ainsi dès le 1er juillet 1940.

CHARAUDEAU rentre en France clandestinement en août 1940 pour organiser un vaste réseau de renseignement, avec notamment l'aide d'un diplomate de l'ambassade des Etats-Unis en poste à Vichy pour le transport, via la valise diplomatique, de courriers, de fonds, d'émetteurs, etc.

En octobre 1941, le réseau subit ses premières pertes. Georges PAULIN est fusillé au mont Valérien le 21 mars 1942. Cinq agents sont fusillés au mont Valérien le 24 mars 1942 et deux autres, dont une femme, déportés en Allemagne.

Les Allemands exigent de l'Espagne l'expulsion de Georges CHARAUDEAU qui rentre alors clandestinement en France en mai 1942, à l'inverse de ce que feront tant d'autres résistants partis rejoindre la France libre.

Parmi ses nombreux sous-réseaux, Alibi compta le réseau Klan du colonel François DE LA ROQUE qui faisait remonter des renseignements des nombreux membres du Parti social français.

Le réseau se renforce après novembre 1942 de nombreux cadres de l'Armée d'Armistice. Alibi intègre en avril 1944 le réseau Maurice qui venait de subir de nombreuses pertes.

^{xi} **Commandant FÉTY** : À la tête du GMR basé à Perpignan, l'un des premiers créés, le commandant FÉTY fut responsable du réseau *Jean de Vienne* dans les Pyrénées-Orientales. Ce réseau fut créé dans le Pas-de-Calais par Marcel FÉTY. Cette homonymie n'est certainement pas un hasard. Il est probable que le commandant FÉTY, officier supposé servir la politique du gouvernement de Vichy, appartenait à la parentèle de Marcel FÉTY, à moins qu'il ne fut lui-même Marcel FÉTY.

^{xii} **GMR** : Groupes Mobiles de Réserve créés le 23 avril 1941 par le gouvernement de Vichy pour participer aux actions de police dans la zone non occupée. Les groupes furent créés dans 5 villes du Sud de la France dont Perpignan. 32 « Commandants de Gardiens de la Paix » furent recrutés notamment parmi les officiers de la Marine, de l'Armée de Terre et de l'Air. D'où l'appellation commandant pour un officier qui avait le grade de colonel dans l'Armée.

^{xiii} **Soulèvement** : En novembre 1942, à l'arrivée des forces allemandes en zone sud, le général DE LATTRE DE TASSIGNY, commandant la Division militaire de Montpellier, donne l'ordre à ses troupes de sortir des garnisons et de résister. Il part en dissidence pour tenter de créer une tête de pont en constituant un réduit pyrénéen, avec P.C. à La Preste, près de Prats-de-Mollo.

Ce P.C. devait être installé au siège de l'ancien établissement thermal inexploité à l'époque, et situé en amont d'une étroite vallée, à 1 130 mètres d'altitude. On y accédait par une petite route sans issue. Une mission clandestine de Transmissions régionales avait normalement précédé l'État Major pour installer et exploiter une station radioélectrique fixe, chargée d'établir des liaisons avec Alger. L'installation d'antennes adaptées a été particulièrement malaisée.

Cette mission a finalement échoué du fait de l'arrestation du général à l'entrée de la petite ville de Saint-Pons (Hérault). Condamné à 10 ans de prison en janvier 1943, le général DE LATTRE DE TASSIGNY ne put rejoindre Londres, après son évasion, que le 3 septembre 1943. Le 11 novembre 1943, lorsqu'il rejoint le général DE GAULLE à Alger, il est promu général d'armée. Le 9 mai 1945, il aura l'honneur de signer au nom de la France, aux côtés des alliés, l'acte de capitulation de l'Allemagne nazie.

^{xiv} **Préoccupations** : En novembre 1945, « Cathy » était mariée, mère d'une première fille, chargée, de fait, de la gestion de l'hôtel des Touristes et devant soigner son père infirme, séquelle de sa détention à la citadelle de Perpignan.

^{xv} **Démobilisation** : Où était Jacques POULIQUEN avant d'arriver à Prats-de-Mollo en juillet 1943 ? Dans son livret individuel de l'armée de l'Air on peut lire, II Extraits des services, 5° Cessations des services : *août 1940 se retire à Vichy*. Une carte postale indique que, le 18 novembre 1941, il était en Corrèze à Saint-Julien-le-Vendômois, probablement une affectation « Eaux et Forêts » peut-être déjà dans le cadre des TR.

^{xvi} **L'Armée d'armistice** : nommée également l'**Armée de Vichy**, est l'armée qui se trouve placée sous l'autorité du Gouvernement de Vichy après l'armistice du 22 juin 1940 consécutif à la défaite de la France face à l'Allemagne.

Montpellier, le 8 juin 2013

[2021.09.14]

P.C.

pierre.chevallet44@gmail.com